

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

ÉDITORIAUX

La génération du copier-coller

Voici le second éditorial sur le plagiat à l'université.



mouimet@lapresse.ca

MICHÈLE OUIMET

Une histoire de plagiat à l'école secondaire Piper High dans une ville du Kansas a pris des proportions nationales et mis au jour non seulement l'ampleur de la tricherie dans les classes américaines, mais aussi l'absence renversante d'éthique chez les élèves.

Tout a commencé en mai 2002 lorsqu'une enseignante a décidé d'utiliser Turnitin.com*, un logiciel qui détecte les passages copiés sur Internet. Elle a demandé à ses élèves de signer un contrat où ils acceptaient de se faire copier un zéro pour un travail s'ils trichaient.

Turnitin.com a repéré 28 tricheurs. Comme promis, les fautiveux ont eu zéro. Les élèves se sont révoltés, les parents aussi. L'affaire s'est retrouvée devant la commission scolaire, qui a renversé la décision de l'enseignante. Les élèves, radieux, se pavanaient en se vantant d'avoir eu la tête du prof.

L'enseignante, ulcérée, a démissionné. L'histoire a fait le tour des médias et l'émission *48 Hours* en a fait ses choux gras.

Scandalisé, le public américain a blâmé la commission scolaire et les parents. L'enseignante désavouée est devenue une héroïne.

48 Hours a interviewé des tricheurs. Pour eux, surfer sur Internet et boucler un travail en faisant du copier-coller n'est pas tricher. Ils étaient incapables de distinguer le bien du mal, l'intégrité intellectuelle du pillage d'idées. Bref, une absence de culture éthique inquiétante.

Selon une étude réalisée par un spécialiste du plagiat, Don McCabe, seulement 20 % des élèves canadiens et américains croient que le plagiat est un problème.

Ce vide éthique n'est pas étonnant. La génération Internet, qui est née avec un clavier dans les mains, télécharge de la musique sans débours un sou et s'imaginer que tout ce que l'on trouve sur le Web est gratuit. Copier des passages sur le Net et les coller dans un travail ne constitue pas, selon eux, du plagiat, encore moins du vol d'idées.

Autre problème : l'analphabétisme des élèves qui ignorent l'a b c d'un travail bien fait. Ils ne savent pas quand citer ni comment citer. Le repiquage d'idées tombe dans d'inquiétants limbes éthiques. À partir du moment où l'élève reformule dans ses propres mots, il croit qu'il ne triche pas.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) a pondu une étude sur la recherche documentaire et les méthodes de travail chez les étudiants. Résultat : ils frisent l'analphabétisme.

Les étudiants qui entrent à l'université, écrit la CREPUQ, « semblent mal connaître ou ne pas connaître du tout les éléments de base du processus de recherche documentaire » et les trois quarts des élèves « ont une connaissance partielle de la référence bibliographique ou ne savent pas du tout quand citer un document ».

Quant à l'éthique, elle se perd dans le brouillard. La grande majorité des élèves ignorent les principes élémentaires d'une recherche honnête où les sources, toutes les sources, sont citées.

Les étudiants qui plagient se justifient : pression à la performance, course aux bonnes notes et manque de temps. Les plus honnêtes parlent de paresse. Pourquoi se casser la tête quand tout est là, sur Internet ?

Les universités ont raison de déployer les grands moyens pour combattre le plagiat, mais il faut aussi changer les mentalités et inculquer une culture où l'intégrité intellectuelle est non négociable.

* Turnitin.com se lit Turn it in et signifie remettre ses travaux.

— FIN —

Le vrai Paul Martin



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Paul Martin a promis un nouveau style de leadership qui consisterait à « rallier le pays » autour d'objectifs communs. À le voir multiplier les gestes aggravant les divisions au sein de son propre parti, nous commençons à douter sérieusement de ces talents de leader censés être la force de M. Martin.

Bien que le premier ministre et son entourage le nient, il est désormais impossible d'arriver à une autre conclusion : le camp Martin a en-

Le camp Martin a entrepris une campagne de nettoyage politique contre les survivants du règne de Jean Chrétien.

trepris une campagne de nettoyage politique contre les survivants du règne de Jean Chrétien.

Cela a commencé lors de la formation du cabinet, alors que la plupart de ceux qui avaient appuyé M. Chrétien ont été écartés, peu importe leurs talents. M. Martin, pour des raisons tout à fait compréhensibles, voulait projeter une image de renouveau. Il aurait pu y parvenir tout en jetant des ponts vers ses anciens adversaires, en gardant au cabinet des ministres de qualité tels Martin Cauchon et John Manley.

Le nettoyage s'est poursuivi avec la mise à l'écart de Sheila Copps. Les organisateurs de M. Martin ont soutenu que sa défaite à l'investiture était due au hasard de la démocratie, conséquence de la décision du très démocrate chef de ne plus imposer de candidats aux associations locales. Cette ligne de défense ne tient plus depuis que le premier ministre a parachuté ses candidats vedettes

dans trois circonscriptions de Colombie-Britannique.

La phase suivante de l'assaut s'est abattue sur Michel Vennat, Jean Pelletier et André Ouellet. Compte tenu du scandale des commandites et d'autres incidents, on comprend que le gouvernement ait souhaité remplacer ces personnes. Il n'était pas nécessaire de recourir à la manière forte, notamment en privant ces gens de toute indemnité de cessation d'emploi.

Le budget Goodale a poursuivi l'oeuvre de sàpe. En une phrase, le ministre des Finances a annoncé la mort de projets chers à Jean Chrétien, notamment le plan d'investissements de 692 millions de VIA Rail. Qui peut prétendre que VIA n'a pas un urgent besoin de moderniser ses infrastructures ? L'annulation d'un investissement aussi important aurait au minimum nécessité un argumentaire. Or, la semaine dernière, personne à Ottawa ou à VIA Rail n'était en mesure de nous expliquer la logique appuyant cette décision. Force est de conclure qu'il s'agissait seulement de raser toute trace de ce qui pourrait être perçu comme l'héritage de Jean

Chrétien.

Comble du comble, les deux hommes se sont soigneusement évités lors des récentes funérailles du mentor de l'ancien premier ministre, Mitchell Sharp. M. Chrétien étant profondément touché par ce décès, c'est M. Martin qui aurait dû faire le premier pas. Il a préféré afficher son mépris pour celui qui fut tout de même chef de son parti pendant 13 ans et premier ministre du Canada pendant 10 ans.

Est-ce là le grand leader, le grand conciliateur, l'âme noble dont nous parlent tous les supporters de Paul Martin ? Existe-t-il un autre Paul Martin, le vrai, brutal et rancunier ? Quelqu'un, quelque part, doit faire comprendre au premier ministre qu'en plantant des couteaux dans une plaie vive comme il le fait, il affaiblit dangereusement le Parti libéral. Et que par le fait même, il diminue ses chances d'être réélu avec une majorité.



patrick dea pdea@lapresse.ca, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

D'UN CANADA À L'AUTRE

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Le Québec décidera

JEFFREY SIMPSON



L'auteur est chroniqueur aux affaires nationales au journal The Globe and Mail.

C'est le Québec qui décidera du moment où seront déclenchées

les prochaines élections fédérales.

S'il ne fait pas de gains de sièges au Québec, le premier ministre Paul Martin aura du mal à former un gouvernement majoritaire. Pour l'instant, et peut-être pour plus longtemps, les Québécois francophones ne sont pas disposés à lui donner ces sièges.

Ailleurs au pays, le parti de M. Martin est prêt pour les élections. Mais le parti n'osera jamais déclencher des élections sans un appui plus considérable au Québec.

La raison en est simple. L'union de l'Alliance canadienne et des progressistes-conservateurs signifie que le nouveau Parti conservateur raftera certainement des sièges en Ontario. Ce que fera également le Nouveau Parti démocratique sous la gouverne de Jack Layton.

Par conséquent, le parti de Paul Martin doit remporter davantage de sièges au Québec pour compenser les pertes en Ontario.

Au Québec, peu de choses ont fonctionné selon les prévisions de M. Martin. Le scandale des commandites lui a coûté des appuis. Et la baisse de popularité du gouvernement du Parti libéral du Québec a peut-être fait de même. Hormis Jean Lapierre, l'équipe de M. Martin a été incapable de recruter des candidats d'envergure provinciale, en particulier des candidats issus du milieu des affaires.

Le Québec était censé être une terre fertile pour M. Martin. Son équipe avait fait l'hypothèse que la province en avait assez des chamailleries entre séparatistes et fédéralistes. Les membres de l'équipe Martin avaient l'impression que le Bloc québécois était en perte de vitesse. Ils étaient convaincus que l'approche plus conciliante de M. Martin au chapitre des relations fédérales-provinciales allait être bien accueillie au Québec. Et ils étaient persuadés que M. Martin était beaucoup plus populaire au Québec que son prédécesseur Jean Chrétien.

« Le parti de Paul Martin »

Remarquez que j'ai utilisé l'expression « le parti de Paul Martin » et que je ne parle que de lui et non pas du Parti libéral. Les analystes politiques doivent utiliser ces expressions par les temps qui courent parce que la politique canadienne a



PHOTO PC

Paul Martin

été le théâtre d'un bouleversement passablement extraordinaire.

Paul Martin et ses conseillers ont déclaré la guerre à Jean Chrétien. M. Martin a critiqué le précédent gouvernement tant et plus et il a refusé de reconnaître les bons coups de ce même gouvernement, dont il fut un ministre influent. Plutôt que de trouver des motifs à louer ce gouvernement (la Loi sur la clarté, l'élimination du déficit, la non-participation à la guerre en Irak, la réduction du chômage), M. Martin l'a plutôt décrit comme en proie au « copinage » et à la « corruption », et il a promis de soumettre le fonc-

S'il ne fait pas de gains de sièges au Québec, le premier ministre Paul Martin aura du mal à former un gouvernement majoritaire

tionnement d'Ottawa à un « choc ».

En réalité, M. Martin marche à contre-courant de l'histoire récente du Parti libéral. Il a tourné le dos à cette histoire. Tout en conservant l'étiquette de « libéral », il a en fait transformé le Parti libéral en parti de Paul Martin.

Avez-vous remarqué que les publicités à la télé présentées cette semaine mettaient en vedette Martin, Martin et encore Martin ? Dans la circonscription d'Ottawa Centre, où une élection partielle a été déclenchée, les affiches du candidat libéral indiquent « Équipe Paul Martin » en plus gros caractères que le mot « Libéral ».

Deux raisons expliquent cette volonté de critiquer l'ère Chrétien et de transformer le Parti libéral en parti de Paul Martin.

Guerre civile

En premier lieu, une longue et âpre guerre civile a fait rage au sein du Parti libéral tandis que Jean Chrétien était premier ministre. La machine Martin a fini par évincer M. Chrétien du leadership. Après avoir remporté la guerre, les partisans de M. Martin n'ont pas su déclarer victoire et ramener la paix. Ils ont plutôt poursuivi la guerre.

En deuxième lieu, les conseillers de M. Martin se sont convaincus que son gouvernement ne pourrait remporter une majorité que si les Canadiens étaient persuadés qu'ils votaient pour un tout nouveau gouvernement plutôt que pour un nouveau mandat accordé à l'ancien. Par conséquent, au lieu d'apporter des changements modérés au sein du personnel et dans les politiques, ils ont décidé de rompre franchement et brutalement avec le passé.

Le scandale des commandites leur en a fourni l'occasion parfaite. M. Martin aurait pu endiguer les dommages politiques provoqués par le scandale. Il aurait pu dire, oui, la police découvrira des activités criminelles, et puis présenter l'affaire dans la perspective appropriée, soit des dizaines de millions de dollars gaspillés sur un budget fédéral d'environ 140 milliards en dépenses de programmes. Un problème grave, aurait-il pu souligner, mais pas le pire scandale de l'histoire politique canadienne.

Au lieu de ça, dans son empressement à se distancer de l'ère Chrétien, M. Martin a choisi de marcher du même pas que les critiques du gouvernement précédent, mettant sur pied des enquêtes publiques et usant d'une rhétorique digne d'un chef de l'opposition.

C'est au Québec que cette stratégie a donné les pires résultats, comme en font foi les sondages. Le scandale est survenu au Québec et tournait autour de la délicate question de l'unité nationale par opposition à la sécession.

Chaque fois que les Québécois ont entendu le premier ministre Martin user d'expressions ampoulées pour décrire sa réaction, ils ont eu toutes raisons de croire que tout ce qui concernait le gouvernement fédéral au Québec était corrompu. Pas étonnant que, pris de dégoût, tant d'entre eux se soient tournés vers le Bloc québécois.

M. Martin avait souhaité déclencher des élections la semaine dernière ou peut-être cette semaine. Il ne le peut pas, parce que les sondages ne sont pas suffisamment favorables, en particulier au Québec. Sans le Québec, il est perdu. Par conséquent, il doit attendre, croiser les doigts, et vérifier, au début de mai, si sa fortune politique a changé au Québec pour pouvoir déclencher des élections pour le mois de juin.